

le pouvoir aux travailleurs

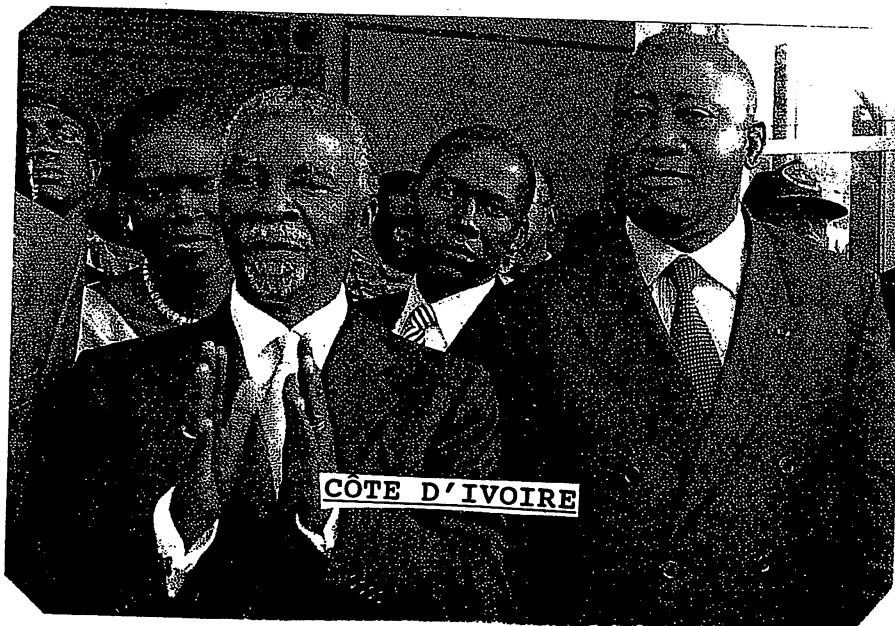
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 11 JANVIER 2005 N° 314

PRIX 0,60 Euros



**A LA BARBARIE ETHNISTE, OPPOSER
LA SOLIDARITE DES TRAVAILLEURS
ET DES PAUVRES AUTOUR DE LEUR
EXIGENCE D'UNE VIE MEILLEURE**

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

Page 7
Côte d'Ivoire: Les
milices sont loin
d'avoir disparu...

Page 8
Centrafrique: Quand
Bozizé imite Gbagbo

Page 9
Sénégal: Un accord de
plus entre le MFDC et
le gouvernement

Page 11
- Mali: Début de
famine dans certaines
régions

- Asie du sud: Séisme
et sous-développement
font des ravages

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an : 14 euros
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-poste
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en
coupons-réponses
internationaux.

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

CÔTE D'IVOIRE

**A LA BARBARIE ETHNIQUE
OPPOSER LA SOLIDARITE
DES TRAVAILLEURS ET DES
PAUVRES AUTOUR DE LEUR
EXIGENCE D'UNE VIE
MEILLEURE**

Le vote du Parlement sur la suppression de l'article 35, concernant les conditions de candidature à l'élection présidentielle, ne concerne en fait que les clans politiques au pouvoir ainsi que les relations de Gbagbo avec Chirac. Les discussions qu'il entraîne débordent pourtant largement les milieux dirigeants, alimentant le déferlement des arguments ethnistes y compris dans les milieux populaires. Ceux qui reprennent à leur compte la démagogie ethniste du pouvoir disent que si l'on supprime cet article de la Constitution, ce sera la porte ouverte à tous ceux qui "même étrangers, par exemple un Libanais ou un Français" voudront diriger la Côte d'Ivoire. Même une partie de ceux qui soutiennent Gbagbo lui reprochent d'avoir cédé en faisant voter par le parlement la suppression de cet article. Heureusement, disent-ils, qu'il y a encore un référendum prévu pour que la population puisse faire barrage en votant non à la modification.

Les partisans de Ouattara pensent le contraire. Ils disent que tant que cet article ne sera pas supprimé, une personne originaire du Nord ne pourra jamais accéder à la présidence de la République car, les ethnies du Nord étant à cheval sur plusieurs pays, tout le monde a des parents soit au Burkina, soit au Mali, au Niger ou ailleurs. Et le sentiment général, légitime, des ressortissants du Nord, c'est que par-delà Ouattara ce sont eux qui sont visés par tous ceux qui défendent la thèse de l'ivoirité et justifieront le maintien de l'article 35.

L'intervention de l'armée française au mois de novembre 2004 a encore exacerbé les clivages. Les dirigeants français ont pourtant affirmé à l'époque, cyniquement, que leur intervention visait non seulement à défendre les Français présents dans le pays mais aussi à empêcher que le pays ne sombre dans une guerre civile ethnique. C'était de toute façon un mensonge : l'armée française se désintéresse totalement de ce qui arrive à la population ivoirienne. Elle est intervenue pour défendre les intérêts économiques des groupes capitalistes français en Côte-d'Ivoire et, accessoirement, ceux, cadres de grandes sociétés, possédants grands et petits ou affairistes en tout genre, qui profitent de la mainmise de la France sur le pays.

On constate aujourd'hui, deux mois après la sanglante intervention des troupes françaises, que celle-ci n'a ni atténué ni fait passer à l'arrière-plan la montée de l'ethnisme. Elle lui a plutôt donné de nouveaux arguments. Les partisans de Gbagbo ont trouvé dans l'intervention de l'armée française la preuve que la France en veut à Gbagbo parce que celui-ci mène une politique plus indépendante et que, du coup, les "Forces nouvelles" et, par extension, ceux qui sont originaires du Nord, se comportent comme des alliés de la politique anti-ivoirienne de Paris. L'attitude des dirigeants des "Forces nouvelles" contribue, de son côté, à accréditer l'idée que la présence française est une protection pour les populations originaires du Nord.

Mais Gbagbo ne combat pas la mainmise de la France sur le pays. Il veut seulement être reconnu et soutenu pleinement par le gouvernement français comme l'ont été ses prédécesseurs, Houphouët-Boigny et Bédié.

Quant à ceux, originaires du Nord, qui voient dans la présence française une protection, ils se

préparent à bien des désillusions. Comment espérer que cette armée française, artisan dans le passé de la conquête coloniale et des massacres qui l'ont accompagnée, bras armé des colons pendant des décennies, puis protectrice de la dictature de Houphouët-Boigny, puisse devenir d'un seul coup protectrice des classes populaires qu'elle a tant contribué à juguler?

On peut tourner la question comme on veut, le seul avenir acceptable du point de vue des exploités et des pauvres de ce pays est de s'opposer de toutes leurs forces au déferlement ethniste provoqué d'en haut et qui empoisonne surtout la vie des classes populaires.

Dans combien de cours, dans les quartiers populaires, où vivent côte à côte des familles d'origines différentes, à la bonne entente et à la cohabitation fraternelle d'antan se substitue progressivement un climat de méfiance ? Dans combien de cours, on se regarde en chiens de faïence, on cache ses opinions devant un voisin d'une autre ethnie ? De combien de villages parvient la nouvelle dramatique d'affrontements violents faisant des morts et des blessés ?

Le recul formel de Gbagbo sur l'article 35 suffira peut-être pour détendre ses relations avec Paris et avec les chefs d'Etat africains qui se sont alignés comme un seul homme derrière le gouvernement français, cautionnant jusqu'à la fusillade contre les manifestants d'Abidjan. Mais qu'est-ce que ce recul de Gbagbo changera pour les classes populaires si tant est même que la décision qu'il a fait voter par le Parlement ne soit pas annulée par un référendum ? En quoi cela mettra-t-il fin aux violences ethnistes ? Les milices pro-Gbagbo continuent à sévir. On les croise souvent, surtout la nuit, en tenue militaire ou pas, agissant seules ou à côté des forces de répression officielles. Elles font des

barrages, fouillent les véhicules, contrôlent les passagers et même les piétons. Malheur à celui ou celle



9 novembre 2004 : Un manifestant
abattu par l'armée française
devant l'hôtel Ivoire

qui n'a pas de pièce d'identité ou une incomplète, surtout s'il est originaire du Nord ou du Burkina ! Au meilleur des cas, la victime se fait sortir de son gbaka et elle est quitte en payant avant d'être relâchée. Mais quand on n'a rien, on est bon pour le tabassage.

Si c'est contre les Burkinabés, les Maliens ou ceux originaires du Nord que ces miliciens se déchainent, en fait, quelle que soit leur ethnie, les pauvres en sont tous victimes, les milices pro-Gbagbo ajoutant leurs propres contrôles et rackets à ceux, déjà nombreux, des gendarmes et des policiers.

Des informations sporadiques font cependant état de résistance. Dans tel quartier, les racketteurs sont tombés sur des jeunes qui se sont opposés au « Jeunes patriotes » en criant « au voleur ». Ils ont ameuté la population qui a chassé les miliciens. Si dans certains villages, des bandes organisées ont mené la chasse aux Burkinabés, dans d'autres, où vivent des gens de toutes origines, les villageois se sont opposés à certains jeunes

excités en affirmant qu'ils ne les laisseront pas faire dans leur village ce qui se passe à Abidjan. Dans bien des entreprises, les travailleurs de différentes ethnies continuent à travailler ensemble, sans se laisser emporter par les démagogues opposés, véhiculés par les cliques de politiciens et par leurs journaux.

Tout cela montre que le poison distillé d'en haut n'a pas détruit tout sentiment de solidarité dans les classes populaires. Ceux qui ont réagi, avec succès, aux exactions des milices ethnistes montrent la voie à suivre.

Lorsque les habitants d'une cour se serrent les coudes et ne se laissent pas faire, ils découragent les agissements des voyous qui se proclament « Jeunes patriotes ». Car ceux-ci sont des lâches qui ne sont forts que lorsqu'ils tombent sur des victimes isolées ou en position d'infériorité. Il faut que la réaction soit solidaire par-delà les origines ethniques et que les voyous se heurtent au refus et à la réprobation de tous. C'est la meilleure façon de sauvegarder ou de retrouver les relations fraternelles dans une même cour, une même rue, un même quartier populaire.

S'opposer à la propagation de la haine ethniste entre nous est une question de vie ou de mort simplement pour ne pas avoir en permanence la peur au ventre dans la rue, sur le marché, en se rendant au travail, et même dans sa cour ; simplement pour pouvoir maintenir avec d'autres travailleurs, d'autres pauvres que l'on côtoie, des relations humaines normales.

Mais elle est aussi indispensable pour nous défendre sur d'autres terrains que celui de la violence ethniste. Car la situation des travailleurs va de mal en pis. Depuis les événements de novembre, nombre d'entreprises n'ont pas rouvert ou ont réduit leurs effectifs. Bien des patrons, grands

et petits, français, libanais, voire ivoiriens, qui ont prospéré dans le climat affairiste d'une Côte-d'Ivoire considérée comme calme, déménagent leurs entreprises sous d'autres cieux. D'autres prennent l'insécurité comme prétexte pour se débarrasser d'affaires qui ne les intéressent plus pour de tout autres raisons. Le chômage s'étend, aggravant encore la misère. Nombre de travailleurs sont obligés de renvoyer leur famille au village en attendant que les choses s'améliorent. Quand on connaît la grande misère dans les villages, on sait que ce ne peut être qu'une solution provisoire. Se multiplient, aussi, les cas de travailleurs délogés par leurs propriétaires pour ne pas avoir payé leur loyer.

Nous, travailleurs, quelle que soit notre origine, nous vivons la même misère, la même exploitation. Nous avons tous du mal à joindre les deux bouts, à éduquer nos enfants, à les soigner et à les nourrir. Ceux qui s'engraissent de notre labeur n'ont pas une ethnie particulière. Ils peuvent être noirs, blancs, jaunes ou métis, leurs villas sont côte à côte dans les quartiers chics. Ce qui les unit, c'est le fait qu'ils s'enrichissent de notre travail. Nous n'avons pas à nous laisser embrigader ni par Gbagbo ni par Ouattara ou par les « Forces

nouvelles ». Nous n'avons pas à épouser leurs rivalités pour le pouvoir. Ni l'un ni l'autre ne se bat pour améliorer le sort des travailleurs, des chômeurs, des petits marchands et des petits paysans qui constituent l'écrasante majorité des classes populaires. L'un est au pouvoir en tant que Président, l'autre y a été en tant que Premier ministre. L'un comme l'autre gouvernement ou ont gouverné en favorisant l'enrichissement d'une minorité - à commencer par la leur propre et celle de leurs familles et proches-, quitte à ce que la majorité de la population crève de misère.

Pour défendre nos intérêts d'exploités, pour avoir de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail, des logements décents et des écoles dignes de ce nom pour nos enfants, il nous faut unir nos forces. Nous sommes tous des êtres humains et nous avons besoin que nos vies et celles de nos familles soient respectées. C'est sur ces aspirations qui sont communes à notre classe sociale que nous devons nous appuyer pour affirmer notre solidarité afin d'être en situation d'imposer nos exigences vitales à la classe bourgeoise, à ceux qui pillent le pays et nous exploitent, de quelque origine nationale ou ethnique qu'ils soient !

CÔTE D'IVOIRE**RÉCONCILIÉS OU PAS PAR THABO MBEKI
LES CRIMINELS RESTERONT DES CRIMINELS**

La principale question qui intéresse l'ensemble de la presse abidjanaise en ce début d'année où le gouvernement effectue sa "rentrée" c'est de savoir si, oui ou non, les ministres issus des Forces Nouvelles vont siéger aux prochains conseils de ministres autour de Gbagbo. Les va-et-vient effectués par le président sud-africain Thabo Mbeki en tant que "médiateur" avaient laissé croire un moment que Gbagbo et les partisans de Soro allaient de nouveau se retrouver autour de la même table après avoir chacun lâché un peu de lest ne serait-ce qu'en parole ou en actes symboliques. Ainsi Gbagbo a fait modifier la constitution par le parlement où le FPI est majoritaire, en retirant "l'article 35" relatif aux conditions d'éligibilité à l'élection présidentielle qui avaient permis d'écarter Alassane Ouattara du dernier scrutin présidentiel. Mais à peine la constitution modifiée par le parlement, Gbagbo revenait à la charge en annonçant que de toute façon, il demandera un référendum sur ce sujet. Cela a été ressenti par les dirigeants des Forces Nouvelles comme une provocation. Le dernier croc-en-jambe de Gbagbo à l'encontre des partisans de Soro c'est le limogeage, le 5 janvier dernier, du directeur de la RTI (nommé par Soro) et son remplacement par un membre du FPI. Autant dire que la nouvelle "réconciliation" que veut patronner Thabo Mbeki n'est probablement pas pour tout de suite.

Mais à supposer que les uns et les autres finissent par trouver quelques arrangements à l'amiable et se mettent à siéger autour de la même table de conseil de ministres, combien de temps cela durera et

surtout qu'est-ce qui changera pour les travailleurs et pour l'ensemble de la population? Est-ce que cela signifierait la fin de la guerre entre ces clans rivaux? Certainement pas car ce qui les oppose n'aura pas pour autant disparu. Ils ont déjà fait des scènes de réconciliation dans le passé pas si lointain. Cela n'avait rien changé à la situation dramatique que vit ce pays. Pendant qu'ils faisaient mine de se faire des salamalecs chacun fourbissait ses armes pour les sortir à la première occasion venue. Ce qui fait qu'ils n'arrivent pas à s'entendre ce n'est pas qu'ils sont trop différents les uns par rapport aux autres mais au contraire, c'est par ce qu'ils se ressemblent trop. Les uns comme les autres sont habités par les mêmes ambitions : celles de diriger le pays et mettre la main sur les caisses de l'Etat pour s'enrichir et pour caser leurs propres partisans aux postes les plus lucratifs. Du sort de la population laborieuse ils s'en moquent éperdument. Ils ont déjà montré ce dont ils sont capables en entraînant les populations dans des guerres fratricides. Et ils sont toujours prêts à aggraver encore plus les conflits ethniques si leurs ambitions l'exigent.

Voilà pourquoi les travailleurs n'ont aucune illusion à se faire sur la médiation de Thabo Mbeki. Ce sont des assassins. Qu'ils se "réconcilient" ou pas, ils resteront des assassins. Ils ont assez de sang sur leurs mains pour qu'ils ne méritent même pas une seconde de confiance de la part des travailleurs et de leurs familles qui souffrent de la misère, des bas salaires, des rackets et qui ont payé de leur sang les ambitions criminelles de ces dirigeants!

CÔTE D'IVOIRE**DÉMONÉTISATION : DES AFFAIRES
EN OR POUR LES MAGOUILLEURS !**

L'opération de démonétisation entreprise par la BCEAO depuis le 15 septembre dernier a pris fin le 31 décembre 2004. Cette opération faite dans la précipitation a créé d'énormes problèmes au sein de la population. D'abord, la BCEAO a fait payer à la celle-ci les nombreux hold-up perpétrés dans les zones occupées. La population qui n'en a pas été la complice a dû payer pour l'incapacité de la BCEAO à protéger ses réserves d'argent. Tous les billets portant certains numéros étaient confisqués à celui qui les rapportait sans aucune compensation.

Ensuite s'est posé le problème du remplacement des billets de 500 fcfa par des pièces. Des pièces fabriquées en nombre très très insuffisant. Pour 14 milliards de billets de 500 fcfa qui étaient en circulation, c'est seulement 3 milliards de pièces qui ont été fabriquées. Vers la fin du mois de décembre, les pièces étant rares

alors qu'il fallait échanger ses billets, c'est à de véritables réseaux de marché noir que nous avons assisté. Pour 500 fcfa échangés, on vous donnait soit 400fcfa pour les plus chanceux sinon c'était 300 fcfa voir 250 fcfa carrément. Les abords des institutions bancaires étaient le lieu de ces "échangeurs". Un tel "commerce" ne pouvait se faire qu'avec la complicité des agents de la BCEAO.

La grande perdante à donc été la population. Beaucoup de personnes n'arrivaient même plus à faire des achats parce que le commerçant n'a simplement pas de monnaie. Aujourd'hui les journaux annoncent qu'il y aura des distributions de pièces de 500 fcfa et 200 fcfa dans les mairies. C'est encore un autre problème puisque rien ne va empêcher les agents de la mairie d'en faire un autre commerce en vendant la monnaie ou en servant les gens par affinité !

**LES MILICES SONT LOIN D'AVOIR
DISPARU MÊME APRES CE SEMBLANT D'ACCALMIE**

Après les événements de novembre 2004, la menace des milices commence à devenir un cas réel dans les villes sous contrôle gouvernemental. Ces bandes armées, même si elles n'affichent pas les armes ouvertement, sont composées de jeunes au crane rasé, portant des treillis usés ou simplement des tee-shirt à l'effigie du "GPP" (groupement patriotique pour la paix) créé et dirigé en son temps par les Charles Groguhet, Touré Zéguen et autre Eugène Djué.

C'est pendant les soulèvements du 6 au 9 novembre dernier que les dirigeants du parti au pouvoir avaient appelé à la protection des

points "stratégiques" comme les antennes émettrices d'Abobo, la maison de la radio au Plateau et la maison de la télévision à Cocody etc. Après que le calme soit revenu dans le pays, malgré l'appel lancé par les responsables de ces différents groupes de milices, ces derniers continuent toujours d'occuper ces endroits. Ils profitent de cette présence pour racketter des pauvres gens comme c'est le cas de ceux qui surveillent le centre émetteur d'Abobo.

Ils font des barrages les nuits, fouillent les taxis et contrôlent les passagers. Quant aux passagers et aux marcheurs, malheur

à celui qui n'a pas de pièces d'identité ou qui les a, mais incomplètes. Et dans le pire des cas si tu es du nord ou étranger, ils te font descendre et te maintiennent-là jusqu'à ce que tu leur donnes une certaine somme. Parfois eux-mêmes te fouillent et vident tes poches. Ils font cela, souvent au vu et au su des forces de l'ordre avec lesquelles ils font la surveillance des lieux.

De temps en temps nous avons les échos de ce qu'ils font dans les villes de l'intérieur comme le cas

de Bouaflé où ils se substituent aux forces de l'ordre dans tous les domaines, bien sûr dans le contrôle des pièces d'identité mais aussi dans le racket.

Aujourd'hui, si ces miliciens se contentent pour le moment de simples rackets, on peut imaginer ce dont ils sont capables de faire demain. C'est comme cela que ça a débuté dans les pays comme le Rwanda, la Sierra-Léone ou au Libéria voisin où ces bandes armées ont terminé par le massacre de la population civile.

ELECTION PRÉSIDENTIELLE EN CENTRAFRIQUE

QUAND BOZIZÉ IMITE GBAGBO POUR ÉLIMINER SES CONCURRENTS

Douze au départ, cinq seulement à l'arrivée, c'est le nombre des candidats retenus pour participer à l'élection présidentielle en Centrafrique qui se déroulera le 13 février prochain. Pour éliminer certains concurrents qui risquent de lui faire de l'ombre, le galonné Bozizé qui s'était emparé du pouvoir par un coup d'Etat en mars 2003, a utilisé la méthode de Gbagbo. Pour Ange Patassé, ancien président chassé du pouvoir par ce général, sa candidature a été invalidée par la cour constitutionnelle de transition, une instance créée de toutes pièces par Bozizé parce que, semble-t-il, il n'existerait pas de cachet de la préfecture ou sous-préfecture qui a délivré son acte de naissance. De plus, selon cet organe, la copie d'acte de naissance serait illisible; quant à Martin Ziguélé, ancien ministre sous le régime de Patassé, son certificat médical indiquerait qu'il serait "apparemment" en bonne santé. Cette appréciation suffisait pour écarter sa candidature. Selon cette cour, un tel candidat ne serait pas apte à diriger le pays. De même, pour des prétextes divers, d'autres aspirants à la mangeoire présidentielle ont

été éliminés, tels que Abel Goumba, actuel vice-président de la République ou Jean Paul Ngoupandé, ancien premier ministre sous Ange Patassé. Ainsi donc, cette cour constitutionnelle de transition fait le ménage pour le candidat Bozizé.

Ces invalidations en série ont provoqué une levée de boucliers de la part des candidats éliminés et de l'opposition qui réclament la "dissolution" immédiate de la cour constitutionnelle de transition et le "retrait" pur et simple de la candidature du général président Bozizé. Il paraît que Paris qui n'aimerait pas que l'exemple de Gbagbo se répète ailleurs aurait tiré les oreilles de Bozizé; il lui aurait rappelé qu'il l'avait aidé à prendre le pouvoir, par l'intermédiaire de Idriss Déby dont les troupes étaient intervenues à Bangui pour chasser Patassé.

Devant le mécontentement qu'a provoqué la décision de la cour constitutionnelle et le désaccord manifesté par ses maîtres de Paris, Bozizé a quelque peu reculé en validant la candidature des deux politiciens recalés, portant ainsi

à cinq le nombre des prétendants.

Bozizé réussira-t-il à imposer des candidats de son choix, faciles à éliminer? Ou bien sous les pressions, va-t-il reculer à nouveau? En tous cas ce sont là des coups bas et luttes internes entre les gens du même monde, entre petits bourgeois qui aspirent à la gestion

du pays pour le compte des exploités en général, français en particulier. Que l'un d'eux arrive à s'imposer aux autres et à se hisser à la tête de l'Etat ne changera rien au sort des travailleurs, des petites gens et des pauvres qui vivent tant bien que mal dans les quartiers populaires de Bangui ou d'ailleurs.

SÉNÉGAL

UN ACCORD DE PLUS ENTRE LE MFDC ET LE GOUVERNEMENT

Le gouvernement sénégalais vient de conclure, le 30 décembre 2004, un accord de paix avec la MFDC (Mouvement de forces démocratiques de Casamance). Bien sûr le président A. Wade a fait de telle sorte que la rencontre, en particulier avec l'abbé Diamacoune dirigeant charismatique de MFDC, se fasse en grande pompe pour marquer de son nom cet accord de paix. D'autre part, en dehors des membres du gouvernement guidé par le ministre de l'intérieur Ousman Ngom, une forte délégation étrangère était conviée à participer à cette rencontre.

En fait cette cérémonie pompeuse ne fera pas oublier de si tôt la triste réalité qui a sévi en Casamance. En effet il y a 22 ans les populations de cette région, se sentant délaissées par le pouvoir central, sont entrées en rébellion. Elles ne veulent plus admettre que des hommes venus de Dakar fassent la pluie et le beau temps, profitent de cette région qui est considérée comme le grenier du Sénégal. En plus elles n'arrivent pas à avoir des représentants originaires du pays sur place. Il est vrai que le passé colonial dans cette région a créé des frontières qui fait que le Sénégal est coupé en deux par la Gambie. Et la Casamance est enclavée par rapport au reste du pays. Cette

situation fait que la communication entre Ziguinchor et Dakar est compliquée. Cela fait donc deux décennies qu'une force armée lutte pour l'autonomie de cette région. Depuis 1983 la situation s'est dégradée, d'autant plus que la seule solution du pouvoir en place est d'envoyer l'armée pour réprimer les membres armés du MFDC et par la même occasion la population qui les soutienne. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont été déplacées, des centaines d'autres blessées par des mines anti-personnel. Evidemment cela a dégradé la situation économique de cette région.

Il y a eu plusieurs accords de paix entre le MFDC et le gouvernement. Mais cela n'a pas changé la situation. A. Wade lors de son accession au pouvoir avait promis de résoudre le problème de la Casamance en quelques mois. Voilà cinq ans après on en est toujours à conclure des accords. En plus selon la presse toutes les tendances du MFDC ne sont pas signataires de ce dernier accord. Apparemment il y a un silence de ce côté-là. Tout n'est pas transparent. Déjà en octobre 2003 une journaliste de RFI qui était sur le point de participer aux assises du MFDC a été expulsée. Certainement il doit y avoir des choses qu'on ne veut pas que le public sache.

M A L I**DÉBUT DE FAMINE
DANS CERTAINES RÉGIONS**

Les conséquences des dégâts causés par les criquets pèlerins qui avaient dévasté champs et cultures dans certaines régions du pays commencent à se faire sentir. Dernièrement le gouvernement, de peur de faire face à un soulèvement, du moins un mécontentement d'une partie de la population, a pris les devants pour distribuer des vivres dans les régions particulièrement sinistrées par le passage des criquets pèlerins telles que Mopti. Selon les autorités, des tonnes de produits divers, en particulier le mil, avaient été distribués.

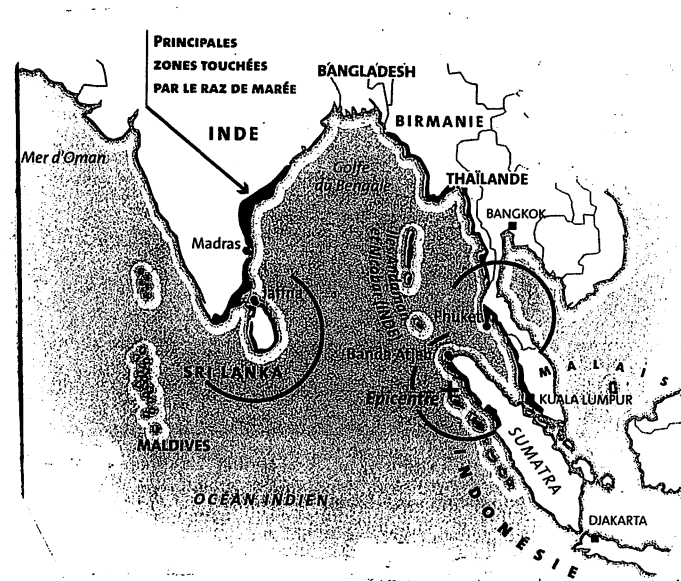
Pendant que ces criquets dévastaient, dans un discours, Amadou Toumani Touré, pour répondre aux "mauvaises langues" qui

qui parlaient de famine qui allait sévir suite aux destructions causés par des criquets pèlerins, avait affirmé que "jamais" un tel fléau ne se produirait au Mali.

Comme tous nos chefs d'Etat, ATT est un menteur; ils font de la démagogie pour tromper leurs populations. Car ce qui se passe sur le terrain, dans certaines régions du Mali, c'est bien un début de famine. Les paysans dont les champs et les cultures avaient été complètement ravagés n'ont à présent rien à se mettre sous la dent. Et le fait même que le gouvernement soit obligé d'intervenir en distribuant des vivres, si insuffisantes soient-elles, est un signe d'aveu.

**SÉISME ET SOUS-DÉVELOPPEMENT
FONT DES RAVAGES EN ASIE DU SUD**

Le nombre des victimes du raz de marée consécutif au séisme du 26 décembre dernier ne cesse de



s'alourdir. On parle de 150 000 morts dont 100 000 en Indonésie et 30 000 au Sri Lanka. La ville de Djakarta capitale de l'Indonésie vient d'accueillir un sommet consacré à la reconstruction de la région. Pour marquer leur solidarité les grands de ce monde y ont envoyé des représentants. La course aux promesses de dons est certes préférable à celle des armements même si leurs gestes ne sont pas motivés que par un sentiment de générosité désintéressée. L'aide promise est cependant dérisoire par rapport aux nécessités des zones sinistrées et par rapport aux capacités des grandes puissances. Il est question de 1 milliard de dollars alors que la guerre des USA contre l'Irak en aurait englouti plus de 225 milliards. Mais même le

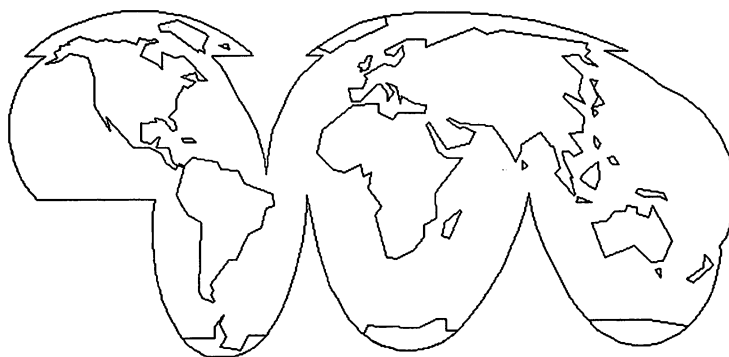
peu qui est promis à grands coups d'annonces n'est pas sûr d'être débloqué. C'est ainsi qu'après avoir annoncé de l'aide à l'Iran lors du tremblement de terre dans la région de Bam il y a un an, les grandes puissances ont vite fait d'oublier leurs engagements à l'égard des sinistrés. Seul 1% des sommes promises ont été versées. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan a même déclaré : "si je me fie au passé, oui je suis inquiet. Il est assez probable qu'au bout du compte nous ne recevions pas de telles sommes."

Aujourd'hui 5 millions de personnes se trouvent dans un état de dénuement et dans une situation de survie. Ces personnes manquent cruellement de nourriture, d'eau potable, de médicaments et d'abris.

Le chaos sur le terrain est en partie dû à l'incapacité des appareils d'Etat locaux dictatoriaux et corrompus à venir en aide aux populations en détresse. Il n'est pas dit que le peu d'aide accordé ne soit pas détourné par les tenants du pouvoir et par leurs clans qui en profiteront pour se renforcer et s'enrichir au détriment des sinistrés.

L'humanité est capable de faire face à de grandes catastrophes naturelles. Pour cela il est indispensable et urgent de remplacer l'ordre social actuel basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, sur les antagonismes entre les Etats, par une organisation sociale supérieure qui aurait comme principal objectif le bien être de tous sur cette planète.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.